Reculer l'âge légal de la retraite : fausse solution à un faux problème

RETRAITES



Décryptage sur une première question que tout le monde se pose : "Notre régime de retraite est-il réellement en danger ?"

L'UNSA Éducation est totalement opposée à la réforme des retraites élaborée pa

Notre système de retraites est-il en déficit ?

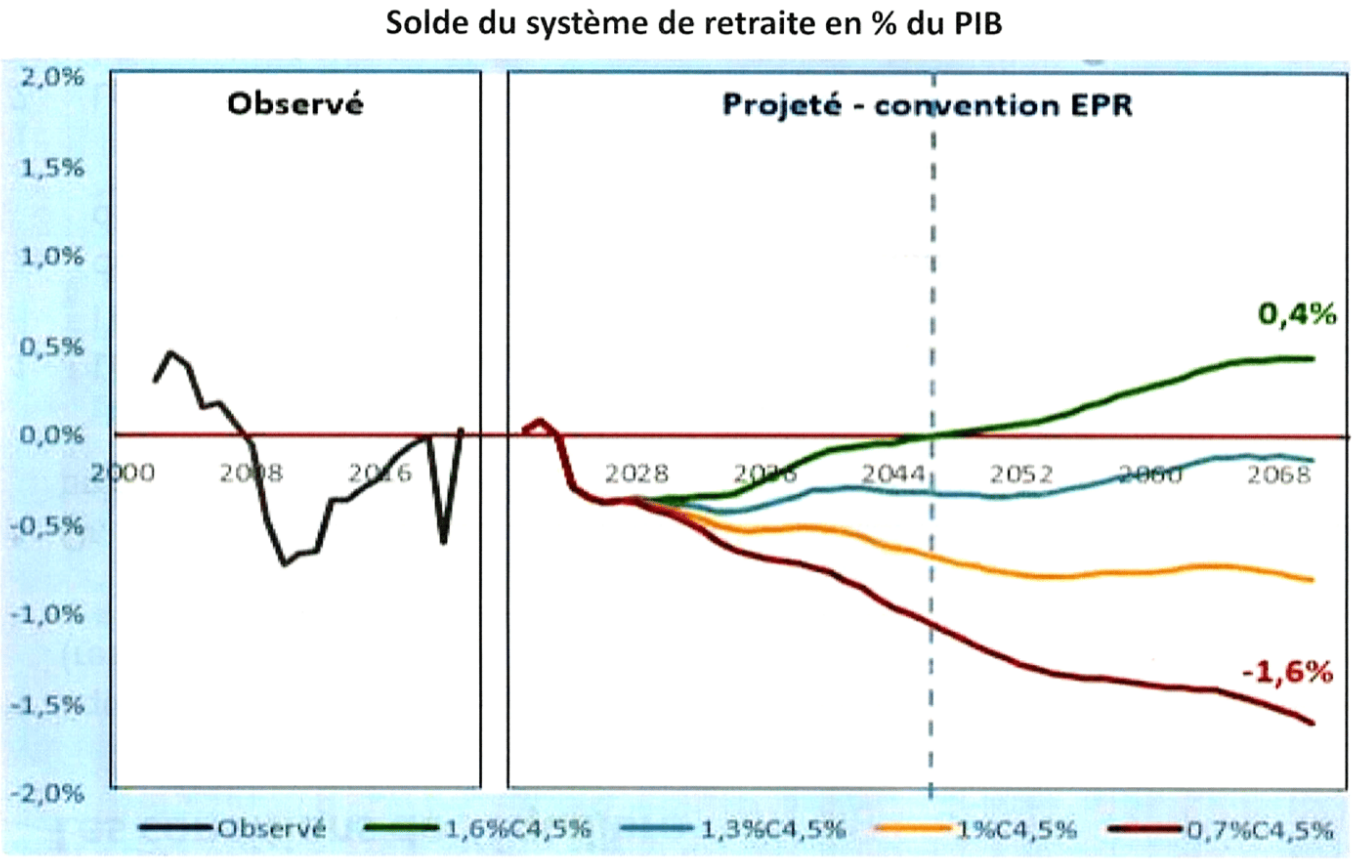
Non, c'est faux. Aujourd'hui il est même excédentaire ! Pour l'avenir, nous ne savons pas exactement ce qu'il en sera puisque sa situation dépendra de la situation économique en France.

Alors il faut nous appuyer sur des projections. L'organisme le plus compétent mener ces projections est le COR (Conseil d'Orientation des Retraites).

Le COR prévoit 4 projections selon l'évolution de la productivité du travail :

- pour l'une d'elle, notre système de retraite sera en léger déficit pendant 15 ans (2030 à 2045 environ) puis redeviendra excédentaire
- pour la 2ème, il reviendra à l'équilibre aux alentours de 2070

- et pour les 2 autres, il connaîtra un déficit aux alentours de 2030, qu'il faudra combler.



Alors quelle est l'urgence ?

Il n'y a pas d'urgence ! Si le gouvernement organise cette réforme actuellement, ce n'est absolument pas dans l'objectif affiché de « *Garantir l'avenir des retraites* » mais pour répondre à un engagement de campagne et à volonté de réformer à tout prix, malgré l'opposition très forte de la majorité des français.

Ce déficit, il sera important ?

Dans l'hypothèse la plus vraisemblable, il sera de 10 milliards €, uniquement pour quelques année avant retour à l'équilibre. Cela paraît énorme mais à l'échelle du système de retraite (340 milliard €), c'est très peu. **C'est comme si un couple devait résorber un déficit de 20€.** Certes c'est un déficit, mais qui ne nécessite pas une telle réforme. D'ailleurs le gouvernement le sait si bien que c'est la raison pour laquelle il n'a pas cessé de modifier son argumentaire depuis plusieurs mois pour justifier sa réforme.

Que propose l'UNSA comme solution ?

Si le déficit à venir devait se confirmer (ce qui n'est pas certain car les études précédentes prévoyaient un déficit pour les années 2020 et la réalité en a été un système excédentaire),

l'UNSA a proposé des solutions pour trouver un financement de 10 milliards €.

Au lieu d'accroître les inégalités comme va le faire cette réforme, **les solutions proposées par l'UNSA vont dans un sens de justice sociale** :

- **La première c'est que plus de séniors aient accès au travail.** Si 10% de celles et ceux qui se retrouvent au chômage ou en inactivité forcée travaillaient, il n'y aurait plus aucun problème de financement des retraites. Cela permettrait même un excédent qui permettrait de financer un nouveau besoin dans notre société qu'est celui de l'accompagnement des personnes dépendantes. Le gouvernement, qui a qualifié de « *scandaleuse* » la mise de côté des séniors , a curieusement oublié de prendre une quelconque mesure contraignante pour que les employeurs maintiennent ces salarié**?**es expérimenté**?**es dans l'emploi…
- **Une autre solution serait d'arriver réellement à une égalité des rémunérations femmes-hommes**. L'augmentation des cotisations qui en résulterait serait suffisante pour résoudre tout problème de déficit temporaire de notre système de retraites. N'est-ce pas plus opportun que de faire travailler plus longtemps ?
- **Troisième solution proposée par l'UNSA : une augmentation progressive et mesurée des cotisations sociales**, notamment les cotisations patronales. Là aussi, une augmentation de 10 à 15 €/mois suffirait largement pour éviter tout problème de financement des retraites. Ce montant ne serait pas trop lourd ni pour les entreprises ni pour les salarié**?**es. Et ce serait temporaire, ce qui n'est pas le cas des mesures de la réforme des retraites !

Pourquoi le gouvernement refuse-t-il ces solutions proposées ?

Si l'objectif du gouvernement était réellement de pallier à un déficit – éventuel et temporaire – il aurait accepté depuis longtemps les solutions proposées par l'UNSA (et par d'autres partenaires sociaux). Mais encore une fois, l'argument du déficit n'est qu'une façade pour faire passer une réforme dont les vraies motivations sont de dessiner une France où l'on travaille plus, une France à la course au PIB, une France qui s'inquiète plus des déficits publics que de la santé des français.

Conditions de travail, régression des protections sociales, réforme de l'assurance chômage, fermeture des lits d'hôpitaux… tout est bon pour faire des économies sur le dos des français – sauf en prenant l'argent là où il est, chez les plus riches.

L'UNSA refuse cette réforme aussi injuste qu'inutile. Elle veut un pays où il fait bon vivre, travailler, apprendre, soigner, et où chacune et chacun peut vivre et vieillir dignement.



A lire également : **« Mobilisé?es et en grève le 19 janvier »**

Retrouvez-nous bientôt po



accroître les inégalités ? »

Je signe la pétition